

## Atelier 1 : "Externalités : quels outils pour réduire l'impact de l'activité économique sur l'environnement ?"

Vendredi 14 novembre 2014

11h-12h30

Cet atelier pédagogique est proposé par la DGESCO en partenariat avec [la Fabrique de l'industrie](#) et le site de ressources en sciences économiques et sociales [SES-ENS](#).

Durée : 1h30

### Objectifs généraux de l'atelier

Cet atelier pédagogique est destiné aux professeurs d'économie-gestion et de sciences économiques et sociales. Il vise à préciser les connaissances théoriques des enseignants sur la notion d'externalité, en revenant sur les concepts de coût privé et de coût social. Il s'agira aussi de montrer, à travers des illustrations variées d'externalités positives et négatives, l'utilité de ce concept pour comprendre de nombreux phénomènes de défaillance du marché. Les différents moyens disponibles pour internaliser les externalités et favoriser les comportements vertueux seront discutés. L'accent sera mis sur les difficultés de mise en œuvre dans le cas des instruments des politiques environnementales.

Ces éléments de cadrage seront enrichis par les échanges avec les enseignants et l'intervention d'un dirigeant d'entreprise industrielle. Celui-ci témoignera des effets concrets sur son activité des mesures mises en place par les pouvoirs publics pour préserver l'environnement (incitations ou contraintes), ainsi que des initiatives prises par les entreprises pour internaliser ces externalités. A travers cette discussion, de nombreuses notions telles que "taxe carbone", "double-dividende", "marché des droits à polluer" pourront être abordées. Des exemples concrets permettront d'illustrer ces notions et ces problématiques afin de faciliter leur transposition didactique et d'alimenter les cours des enseignants.

### Intervenants

- **Katheline Schubert**, professeure d'économie Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, professeure associée à l'Ecole d'Economie de Paris, membre du Centre d'Economie de la Sorbonne (Axe macroéconomie et environnement). Spécialiste en économie de l'environnement et des ressources naturelles, Katheline Schubert est l'auteure de *Pour la taxe carbone. La politique économique face à la menace climatique* (Opuscule CEPREMAP, Editions rue d'Ulm, janvier 2010) et de nombreux articles sur les politiques environnementales et les problèmes d'évaluation monétaire des biens environnementaux et des dommages causés à l'environnement.

- **Romain Ferrari**, Directeur général du groupe industriel Serge Ferrari, fabricant de matériaux composites implanté dans la région lyonnaise. Romain Ferrari est également Président de la "Fondation 2019", une organisation indépendante réalisant des travaux sur les outils de monétarisation des externalités environnementales (tels que la mise en place d'une "TVA circulaire").

## Parties des programmes concernées en SES et Economie-gestion

### Seconde générale et technologique, Enseignement d'exploration de PFEG

[http://media.education.gouv.fr/file/special\\_4/73/7/economie\\_gestion\\_143737.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/special_4/73/7/economie_gestion_143737.pdf)

#### Thème 3 : Nouveaux enjeux économiques

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
Développement durable : contrainte ou opportunité pour l'entreprise ?	Incidations. Rupture technologique. Choix sous contrainte.	On montrera comment ce qui est perçu souvent comme une contrainte nouvelle peut devenir une opportunité de création de richesses. Dans une perspective à long terme, les relations entre les enjeux écologiques, économiques et sociaux seront mises en avant. On montrera que des incitations peuvent être mises en place afin d'orienter les comportements vers la prise en compte de contraintes, notamment écologiques

### Seconde générale et technologique, Enseignement d'exploration de SES

[http://media.education.gouv.fr/file/special\\_4/73/5/sciences\\_economiques\\_sociales\\_143735.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/special_4/73/5/sciences_economiques_sociales_143735.pdf)

#### III. Marchés et prix

Thèmes et questionnements	Notions à découvrir	Indications complémentaires
2. La pollution : comment remédier aux limites du marché ?	Effet externe, incitation.	En prenant appui sur l'exemple de la pollution, on montrera que le fonctionnement du marché ne conduit pas nécessairement les producteurs à prendre en compte les coûts sociaux. On présentera les politiques incitatives (taxes, subventions) ou contraignantes (normes) que la puissance publique est conduite à mettre en place pour pallier cette défaillance du marché.

### Première série STMG, Enseignement d'ÉCONOMIE

[http://media.education.gouv.fr/file/13/19/4/STMG\\_economie\\_211194.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/13/19/4/STMG_economie_211194.pdf)

#### VI. L'État doit-il intervenir sur les marchés ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités
		<b>Dans l'histoire de nos sociétés, l'intervention économique de l'État a été plus ou moins prégnante. Elle trouve sa légitimité dans les défaillances et imperfections du marché qui soit ne peut offrir le bien, soit le produit de manière non efficiente. La question se pose cependant de déterminer le niveau et les modalités d'intervention qui vont de la simple régulation à l'intervention directe.</b>
VI.1. La légitimité d'une intervention de l'État	- Les fonctions régaliennes. - Les défaillances du marché. - Les imperfections du marché.	L'État est un acteur essentiel de l'organisation d'une société. Il remplit les fonctions régaliennes qu'il est seul, historiquement, à assurer. L'intervention de l'État sur les marchés trouve sa légitimité dans les limites de l'économie de marché à prendre en compte : - la présence d'effets externes ; - certaines productions ayant le caractère de biens collectifs ; - les imperfections du marché qui se traduisent par des marchés non concurrentiels. Les deux caractéristiques des biens collectifs (non-rivalité, non-exclusion) sont simplement évoquées à l'aide d'exemples.

## Première série ES, Enseignement de SES, Science économique

programme aménagé rentrée 2013 :

[http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin\\_officiel.html?cid\\_bo=71834](http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=71834)

### 3. La coordination par le marché

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
<b>3.1 Qu'est-ce qu'un marché ?</b>	Institutions marchandes, droits de propriété	On présentera la diversité des marchés concrets (depuis les foires du Moyen Âge jusqu'aux achats en ligne ; les marchés des biens, des services, des actifs, du travail, etc.). On montrera que le fonctionnement des marchés nécessite des règles de droit, qui déterminent notamment qui possède quoi, et ce qui peut être ou non échangé. On montrera que le marché suppose notamment l'existence d'institutions et de conventions (par exemple, marchandage, achat à l'unité ou en nombre, enchères, etc.). On expliquera en quoi les droits de propriété (y compris les droits d'auteur, brevets, marques, etc.) sont au fondement de l'échange. On s'interrogera sur les limites de l'échange marchand (existence de commerces illicites, brevetabilité du vivant, interdiction du commerce d'organes, etc.).
<b>3.4 Quelles sont les principales défaillances du marché ?</b>	Asymétries d'information, externalités, biens collectifs.	On montrera qu'en situation d'information asymétrique, on constate l'existence d'équilibres avec rationnement voire l'absence de marché (marché des voitures d'occasion, marchés des professionnels de santé et des avocats, marché de l'assurance, etc.). Les diverses manières de produire et de diffuser de l'information - labellisation, publicité, comparateurs de prix, magazines de consommateurs, etc. - pourront être évoquées, de même que la réglementation publique sur l'information. En s'appuyant sur des exemples, on montrera aussi que les marchés peuvent être défaillants dans le domaine de l'allocation des ressources en présence de biens collectifs ou d'externalités (pollution, éclairage public, pollinisation par les abeilles, etc.).

## Terminale série STMG, Enseignement d'ÉCONOMIE

[http://media.education.gouv.fr/file/13/19/4/STMG\\_economie\\_211194.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/13/19/4/STMG_economie_211194.pdf)

### XI. Pourquoi mettre en œuvre une croissance soutenable ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités
		<b>Le sens général des déséquilibres du mode de croissance actuel a été abordé dans les enseignements de géographie et de SVT en classe de seconde.</b> Il s'agit, dans ce thème, de les traiter sous l'angle économique. Ces déséquilibres obligent à envisager une autre conception de la croissance qui peut contraindre les États à développer un certain nombre d'instruments pour modifier les comportements des différents acteurs.
<b>XI.1. Les déséquilibres actuels de la croissance</b>	- La croissance et : <ul style="list-style-type: none"> <li>. les inégalités sociales,</li> <li>. la démographie,</li> <li>. l'épuisement des ressources naturelles.</li> </ul>	La croissance soutenable pose la question de la poursuite de la croissance économique et de la préservation des équilibres sociaux et environnementaux au niveau mondial. Les enjeux de la croissance en termes d'inégalités sociales, de démographie, d'épuisement des ressources naturelles et d'instabilité des productions agricoles doivent être présentés et mis en relation avec l'activité économique sans toutefois entrer dans des développements trop importants.
<b>XI.2. La nécessité d'une nouvelle forme de croissance</b>	- Le développement durable  - Les indicateurs de développement durable  - Les instruments du développement durable	Si la croissance économique est une condition nécessaire au processus de développement d'une nation, en ce qu'elle permet une amélioration des niveaux de vie, elle revêt un caractère trop souvent destructeur. Cela nécessite de rechercher de nouveaux modèles de développement fondés à la fois sur le renforcement de l'efficacité du système économique et la capacité à satisfaire au mieux les besoins des générations présentes en les rendant compatibles avec le respect du devenir des générations futures. Des indicateurs, autres que le PIB, doivent permettre d'avoir une meilleure lecture du niveau de développement durable (indicateur de développement humain (IDH), PIB vert, empreinte écologique). Des instruments (réglementation, normes, labels, taxations et permis négociables) incitent les agents économiques à intégrer les contraintes environnementales à leurs principales décisions économiques (production, consommation, investissement).

## Terminale série ES, Enseignement spécifique de SES, Science économique

programme aménagé rentrée 2013 :

[http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin\\_officiel.html?cid\\_bo=71834](http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=71834)

### 3. Economie du développement durable

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>3.1 La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?</b>	Capital naturel, physique, humain, institutionnel, biens communs, soutenabilité, réglementation, taxation, marché de quotas d'émission.	<p>On expliquera pourquoi l'analyse économique du développement durable, qui se fonde sur la préservation des possibilités de développement pour les générations futures, s'intéresse au niveau et à l'évolution des stocks de chaque type de capital (accumulation et destruction) ainsi qu'à la question décisive du degré de substitution entre ces différents capitaux. On évoquera, à l'aide d'exemples, les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance économique (épuisement des ressources énergétiques et des réserves halieutiques, déforestation, augmentation de la concentration des gaz à effet de serre, etc.).</p> <p>L'exemple de la politique climatique permettra d'analyser les instruments dont disposent les pouvoirs publics pour mener des politiques environnementales. En lien avec le programme de première sur les marchés et leurs défaillances, on montrera la complémentarité des trois types d'instruments que sont la réglementation, la taxation, les marchés de quotas d'émission.</p> <p><b>Acquis de première :</b> <i>externalités, droits de propriété, offre et demande, défaillances du marché.</i></p>